

Les jeunes comme sujets de conflit et de paix à l'Est de la République Démocratique du Congo

Norbert Kasereka Siviri¹ et Patrick Kambale Tsiko²

Résumé

La présente investigation se concentre sur la prise en compte des jeunes comme sujets de conflits et de paix à l'est de la République Démocratique du Congo. Elle a porté sur une enquête auprès des groupes de jeunes se trouvant en Territoire de Lubero, notamment à Kanyabayonga, à Kayna, à Kirumba, à Luotu, à Masereka et à Kipese. Pour bien récolter les données sur terrain, des interviews ont été entreprises dans ces contrées. Cet article aborde de prime abord les principales causes des conflits au Grand Nord en Province du Nord-Kivu. Parmi eux, se signalent des conflits fonciers, des conflits de pouvoir traditionnel et coutumier ainsi que des conflits armés. Ensuite, ce travail scientifique se consacre au sujet de l'implication des jeunes comme acteurs et victimes dans la résurgence des conflits en Diocèse de Butembo-Beni et, en fin de compte, il prend en considération le rôle des jeunes comme sujets de paix au Grand Nord-Kivu.

Mots-clés : Jeunes, conflit armé, paix, groupes armés, enfants soldats.

Abstract

This research focuses on the consideration of young people as subjects of conflict and peace in the Democratic Republic of Congo. This research focused on a survey of youth groups in Lubero territory, particularly in Kanyabayonga, Kayna, Kirumba, Luotu, Masereka and Kipese. In order to collect data in the field, interviews were conducted in the above-mentioned areas. This article first discusses the main causes of the conflicts in the Grand Nord in the province of North Kivu. Among these conflicts, land conflicts, traditional and customary power conflicts and armed conflicts were noted. This scientific work then focuses on the involvement of young people as actors and victims in the resurgence of conflicts in the Diocese of Butembo-Beni, and finally, the role of young people as subjects of peace in the Great North of Kivu is taken into consideration.

Key words : Youth, armed conflict, peace, armed groups, child soldiers.

¹ Norbert Kasereka Siviri est Professeur Associé à la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université Catholique du Graben, Nord-Kivu, République Démocratique du Congo : sivirichico@gmail.com.

² Patrick Kambale Tsiko est Chef de Travaux à la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université Catholique du Graben, Nord-Kivu, République Démocratique du Congo.

Introduction

La vie, disait Robert Laffont (1975 : 105), est parsemée des violences de toute sorte, résultantes des conflits dont l'origine est située dans le cœur de l'homme. La croissance de ces conflits opère différentes mutations du conflit qui engendrent de diverses guerres, des massacres, des assassinats, des oppositions sanglantes, etc. Cette situation arrive au point de rendre la vie impossible. Pourtant, cette vie ne peut devenir possible qu'à partir du moment où l'homme réussit à sortir de lui-même, à ne plus contempler ses douleurs, mais à utiliser ses propres douleurs pour sauver les autres.

Cette assertion est à la base des recherches sur les conflits afin de trouver un outil pouvant permettre aux leaders sociaux, aux politiciens, aux chefs coutumiers, aux responsables religieux ainsi qu'à tous les gestionnaires des groupes sociaux à résoudre à temps record les conflits qui déchirent leurs communautés.

Ayant recoupé les recherches sur les conflits, il s'est avéré que la première étape pour résoudre le conflit consiste à le comprendre. Ici, l'on procède d'abord à l'analyse approfondie ou au diagnostic du conflit, ensuite aux formes, types et niveau atteint par des conflits, enfin, aux attitudes à prendre face au conflit.

La deuxième étape relative *aux stratégies d'intervention dans les conflits* donne les différentes méthodes de résolution des conflits par arbitrage, par médiation ou par conciliation, le but étant de transformer les conflits en les résolvant par les moyens pacifiques en vue de l'établissement d'une paix durable. D'après le Disco Encarta (2009 : 93), la résurgence est une nouvelle manifestation après une disparition ou un oubli durable. Chaque conflit a une histoire, une évolution et finit toujours par une issue quelconque. La durée de la paix acquise grâce au dialogue et à la résolution pacifique des conflits par la non-violence est plus longue que celle de la paix acquise par la force. C'est en cela que la construction de la paix, la thérapeutique en période post-conflit et le traitement des traumatismes doivent accompagner la méthode non-violente de la résolution des conflits afin que ce conflit fasse place à l'amour, au pardon et à la réconciliation.

Par ailleurs, l'analyse du cycle des conflits revêt tout son intérêt, non pas seulement pour établir le bilan des destructions des actifs humains et donc économiques, mais aussi et surtout pour identifier les facteurs de sa genèse, dotés d'une capacité préventive des conflits potentiels en puissance. C'est à ce titre que l'analyse détaillée des transformations intervenues dans les structures

économiques et sociales dans les zones de conflit revêt un intérêt certain (Anonyme, dans PNUD, 2003 : 47).

Considéré comme ventre mou de l'instabilité de la République Démocratique du Congo, le Nord-Kivu vit en permanence dans une situation caractérisée par des tensions interethniques avec l'émergence de plusieurs mouvements rebelles et de milices.

Pour rappel, cette Province est habitée par une population en majorité paysanne qui vit principalement de l'agriculture et de l'élevage. Souvent les terres font l'objet de beaucoup de convoitises entre les différents acteurs qui interviennent dans le secteur agro-pastoral.

Contrairement au Territoire de Masisi où les conflits ont dégénéré aux années 1990 avec une forte implication des mouvements armés et un déplacement massif des populations, la situation semble particulière en Territoires de Beni et de Lubero. Ces deux Territoires se caractérisent par la recrudescence des conflits fonciers avec de divers aspects particuliers comme les conflits de succession, les conflits de limitation de propriété, les conflits portant bien reconnaissance ou contestation des droits de propriété. Ils opposent les chefs terriens, gestionnaires fonciers et les paysans, les opérateurs économiques grands propriétaires fonciers et aussi les paysans ou petits exploitants, les groupements de divers ordres et les paysanneries, les retournés -anciens réfugiés et déplacés- et les nouveaux occupants.

Ces conflits sont favorisés par plusieurs facteurs : une croissance démographique galopante qui réduit les espaces exploitables ; l'existence de grandes propriétés à côtés de petites exploitations et des paysans sans terre qui lorgnent en permanence les terres vendues par leurs aïeux est donc à remarquer ici. A cela s'ajoute une législation foncière incohérente doublée d'une administration foncière désorganisée avec une conception asymétrique de la propriété —propriété disputée entre l'Etat et les autorités traditionnelles—. La création de nouvelles entités administratives, notamment les Villes et des tribunaux qui rendent des jugements, conformément à la vérité socialement acceptée, sont également source des conflits.

Ces conflits ont des conséquences fâcheuses sur le développement et sur la situation sécuritaire de cette partie nord de la Province du Nord-Kivu. Lorsqu'ils sont pendants devant les tribunaux, les travaux de champs se trouvent suspendus et donc l'exécution de certains de ces jugements entraîne des violences entre des personnes qui appartiennent quasiment à de mêmes familles. Il y a lieu de

signaler dans cette optique le développement de différentes milices en réponse aux revendications foncières.

Le développement des milices et des groupes armés qui se disent protecteurs des terres ancestrales a connu une accélération inquiétante depuis le début des années 1990, en Province du Nord-Kivu (*Ibidem*, 47) : « Cette Province vit une situation désastreuse. La question d'accès à la terre a déjà fait l'objet d'un conflit interethnique à Masisi, à Ruthuru, à Walikale, à Lubero et à Beni. » (*Ibidem*, 47) Cependant, aucune solution durable n'a été trouvée à ce jour. Dans le Masisi, par exemple, les trois quarts de la superficie sont occupés par les fermes dont huit familles possèdent à titre privatif d'importantes quantités de terre (*Ibidem*), limitant ainsi que l'accès à la terre à la population autochtone.

Au sein des traditionnels acteurs aux conflits à l'est de la République Démocratique du Congo, c'est-à-dire les FARDC, les groupes Mai-Mai, les FDLR, les ADF-NALU et la MONUSCO, on trouve les jeunes recrutés par-ci par-là dans tel ou tel autre camp. Parfois les uns le font suite à l'injustice sociale et d'autres pour la simple raison du chômage. Les jeunes sont les plus instrumentalisés dans ces conflits. Ils sont du côté des victimes dépossédées des leurs terres et s'enrôlent dans des groupes armés avec espoir de les reconquérir. Une des autres conséquences de cette situation est la persistance du phénomène « *Enfants Soldats* ». Les jeunes comme les enfants se retrouvent de gré ou de force enrôlés dans les milices et groupes armés qui écument cette partie du territoire national. D'autres, noyautés par des envahisseurs assoiffés des terres, sont au premier rang des conquérants et sont au centre des agressions et des invasions d'autres communautés. Pour assurer la survie dans des communautés surpeuplées où les terres deviennent rares, certains autres se lancent dans l'aventure pour aller plus loin et chercher de nouvelles terres arables où ils finissent également par se retrouver au centre d'autres conflits qu'ils n'auraient pas imaginés. Cela nous a poussés à mener une recherche pour essayer de comprendre finalement la place des jeunes dans la résurgence de cette conflictualité à l'est du Pays, partant de la partie Grand Nord.

Deux questions principales intéressent particulièrement notre sujet de recherche :

- Qu'est-ce qui explique la persistance des conflits au Nord-Kivu, en général et en Diocèse de Butembo-Beni, en particulier ?
- Quel est le rôle des jeunes dans la persistance des conflits et comment permettre à ceux-ci de participer à la pacification de cette région ?

Ainsi, en guise d'hypothèses, il y a plusieurs paramètres qui expliquent la persistance des conflits à l'est de la RDC. C'est notamment l'accès à des ressources vitales, de manière générale et plus particulièrement le recherche de la survie. Les populations seraient en conflits permanents vu la précarité des conditions de vie. Ainsi, semble-t-il que les jeunes jouent un rôle aussi bien important que central et crucial. Ils sont à la fois acteurs et victimes des conflits à l'est de la RDC.

Pour vérifier ces hypothèses et permettre une évolution scientifique de la présente recherche, il est tout à fait indispensable d'aborder une certaine. Les méthodes utilisées sont les « *différents procédés d'analyse susceptibles de conduire à une explication des phénomènes observés* » (Grawitz, 1990 : 383-384) dans la société congolaise, en général et au Nord-Kivu en particulier.

Pour comprendre la place des jeunes dans la persistance des conflits dans cette partie, deux méthodes nous ont permis d'y parvenir selon l'intérêt et l'attention que nous accordons à la présente recherche. Il s'est agi concrètement de la cybernétique appuyée par l'analyse systémique dans son approche structuro-fonctionnaliste.

En effet, se définissant très généralement comme la science de l'information et du contrôle, la cybernétique a apporté à la théorie des systèmes la maîtrise d'un certain nombre de notions dans des schémas cohérents : énergie, information, processus de feed-back, processus de contrôle (Lugan, 1993 : 23-24). Pour la méthode cybernétique, deux processus doivent se dérouler dans les meilleures conditions en vue d'atteindre une certaine efficience de l'action : « *le processus de transmission de l'information ; les différents mécanismes de commande et de contrôle de l'action et de son efficacité.* » (*Ibidem*, 23-24)

Pour rappel, un contrôle consiste à comparer les résultats obtenus aux prévisions. Il a pour effet, en cas d'écart, de déclencher des opérations correctives (*Ibidem*, 23-24) : les rétroactions ou « *feed-back* ». Si, dans ses formes les plus sophistiquées actuelles, la cybernétique peut être utile à l'appréhension des microsystèmes sociaux et des tailles réduites, il est néanmoins évident qu'elle soit bien adaptée plus aux microsystèmes sociaux hypercomplexes. Dans ce contexte, l'approche systémique prise dans le structuro-fonctionnalisme de Talcott Parsons a son pesant d'or. L'usage de cette approche s'inspire des principes fondamentaux du fonctionnalisme qui peuvent bien se résumer ainsi : Toute société, toute collectivité, toute organisation est un système intégré d'éléments, c'est-à-dire un ensemble relativement stable et permanent ; chacun de ces éléments assume une fonction qui contribue au

maintien du système ; tout système social qui fonctionne est fondé sur le consensus de ses membres autour des valeurs et des normes fondamentales (*Ibidem*, 51).

En mettant l'accent sur les éléments dynamiques et ceux de changement à l'intérieur de ces systèmes sociaux, il se présente bien d'autres principes selon lesquels : toute société, toute organisation sociale est soumise à des processus de changement et manifeste des points de tensions et de conflits ; il existe des éléments qui contribuent à la désintégration ou mieux au changement de cette société ou de cette organisation ; toute société, toute organisation est fondée sur la contrainte de certains acteurs sur d'autres (*Ibidem*, 52).

En fait, après avoir passé en revue un certain nombre d'approches, nous estimons que celles ci-haut indiquées -la cybernétique et le systémisme structuro-fonctionnaliste- peuvent bien nous être utiles dans cette recherche si l'on prend le système de gestion des conflits à l'est de ce pays comme un sous-ensemble de tout le système politique de la RDC tout entier, système qui est un ensemble d'interactions politiques constatées dans un système social donné et inscrit dans un processus donné. Il est entouré par l'environnement intra et extra-social et entretient des échanges et des relations avec les autres systèmes de l'environnement.

Parmi ces échanges, il y a naturellement les entrées et les sorties qui, par conséquent, sont à la base de l'équilibre du système global. Appelées aussi « *inputs* », les entrées proviennent de l'environnement et sont constituées généralement des demandes, besoins, exigences, revendications et parfois des soutiens adressés aux dirigeants de la boîte noire -le pouvoir politique dans ce contexte- pour l'analyse, le traitement et le filtrage pour fournir d'éventuelles réponses susceptibles de trouver des solutions aux problèmes de la population. Appelées aussi « *outputs* », les réponses données par la boîte se présentent sous diverses formes : des décisions, des programmes ou des actions et, par l'effet du *feed-back*, il se crée ainsi la régulation dans tout le système (Graitz, 1990 : 495 et 497). Et donc, si le développement devait être la préoccupation des dirigeants, toutes les politiques publiques tant nationales que provinciales devaient absolument s'inscrire dans une logique de participation de la population et aussi de durabilité avec plus de rationalité et plus d'efficacité.

Or, si nous considérons les actions menées dans le cadre de l'intérêt général mettant l'accent sur les conflits récurrents à l'est du pays, l'armée et la Police constituent les principaux moyens de communication politique les mieux indiqués entre les gouvernants et les gouvernés pour résoudre tous les problèmes

qui se posent dans le domaine de la sécurité. Par le canal de la gestion sécuritaire, les gouvernés transmettent un certain nombre de besoins qu'ils ressentent dans le domaine afin qu'ils bénéficient des solutions adéquates. De leur côté, les gouvernants utilisent des structures bien appropriées -Armée et Police- pour transmettre aux gouvernés des décisions ou des mesures qu'ils prennent pour résoudre les problèmes qui se posent ou pour satisfaire les besoins qui leur sont présentés ; ce qui contribue à assurer l'adéquation entre les uns et les autres (Mulumbati Ngasha, 1988 : 25).

Ainsi, l'administration forme un système social complexe d'individus et de groupes qui entretiennent entre eux des rapports d'influence et de pouvoir surtout que, « *dans toute société moderne, l'administration joue un rôle politique important.* » (Crozier et al., 188) Considérée comme partie intégrante du système politique, la place qu'elle occupe dans ce système peut, cependant, varier considérablement d'une société à une autre, selon la nature des fonctions spécifiquement politiques qu'elle remplit. « *Ces variations de la place et du rôle de l'administration dans les systèmes politiques de nos sociétés sont d'une grande importance pour juger de leur capacité politique d'ensemble.* » (Grawitz, 1990 : 495 et 497) Les interactions entre le pouvoir central, provincial et local peuvent nous permettre d'avoir une idée sur la gouvernance susceptible de servir d'impulsion pour le développement.

Ces méthodes ont été appuyées par trois principales techniques : le documentaire, l'entretien et le questionnaire. La première technique nous a permis d'exploiter un certain nombre d'ouvrages et d'écrits relatifs à notre thématique alors que la deuxième nous a été utile afin d'entrer en contact avec certains notables du Diocèse avec un guide d'entretien. Cet outil de recherche nous a facilité la tâche dans la collecte des informations utiles sur terrain.

Nous avons mené une enquête auprès des groupes des jeunes se trouvant en Territoire de Lubero, notamment à Kanyabayonga, Kayna, Kirumba, Luotu, Masereka et Kipese. Des entretiens ont été administrés. Un guide d'entretien a été constitué. Ainsi, outre l'introduction et la conclusion, ce travail oscille autour de trois principaux points : les causes des conflits, les jeunes comme acteurs et victimes des conflits et comme sujets de paix.

I. Les principales causes des conflits au Grand Nord du Nord-Kivu

Le monde reste aujourd'hui encore en proie à de nombreux conflits qui représentent une entrave sérieuse au développement des populations. Pour cette raison, il paraît urgent d'engager un processus de prévention afin de faciliter un

développement harmonieux et équitable. Mais, comment prévenir un conflit sans en comprendre les causes profondes ? La compréhension des causes profondes d'un conflit passe nécessairement par la connaissance de l'environnement, du territoire et des populations qui lui sont attachées. C'est l'ensemble de ces éléments ainsi que leurs interactions qui permettent de cerner globalement la nature des conflits.

Dans le cadre des conflits internes, le réflexe identitaire et religieux est souvent à l'origine des tensions. Dans le cas du conflit libanais ou en ex Yougoslavie, les territoires voient s'affronter des logiques politiques et géopolitiques différentes ; ce qui se traduit par une lutte entre communautés en vue d'une suprématie locale. La monopolisation du pouvoir, le manque de justice sociale ou la marginalisation de certaines composantes sociales génère également des tensions qui entraînent des affrontements entre des partis cohabitant au sein d'un même espace. L'exemple de l'appareil d'Etat russe demeure significatif dans la mesure où la société civile marginalisée ne peut constituer de contre-pouvoir ; ce qui accentue la tendance à l'autoritarisme. Cette situation génère de vives tensions qui se traduisent par des violences d'un parti ou de l'autre. L'exemple de la crise ivoirienne atteste également de cette réalité.

L'accès à des ressources vitales tout comme la domination économique est également un déclencheur. Les pays sahéliens font bien l'objet de conflits sporadiques entre éleveurs et agriculteurs qui cherchent à accaparer des ressources communes. De même, les conflits entre les communautés indigènes et les autorités de certains pays d'Amérique du sud (Guatemala, Brésil) s'expliquent par un accaparement des ressources naturelles par les appareils étatiques. Toutes ces rivalités sont communément désignées « *conflits* ».

Le conflit est généralement défini comme étant une relation entre deux ou plusieurs parties qui ont ou pensent avoir des objectifs incompatibles (Kigoma et Loya, 2011 : 4). Le conflit est naturel, normal et neutre. Il est inévitable, c'est-à-dire qu'il est lié aux attitudes, aux comportements et aux sentiments humains et peut contribuer à la reconstruction ou à la destruction de l'individu ou de l'organisation. En dégénéralant, il peut muer en violence. Cette dernière consiste en des actions, des mots, des attitudes, des structures ou des systèmes qui causent un préjudice physique, psychologique, social, environnemental et empêchent alors des gens d'atteindre leurs pleines potentialités humaines (Perrin, 2010 : 6). Il faut souligner, en passant, que les enjeux à l'origine des

conflits sont complexes et multiples - économiques, politiques, géopolitiques ou géostratégiques-.

Ainsi compris, le conflit prend sa source de l'intérieur de l'homme au niveau des sphères cognitives et affectives. Et parmi les conflits récurrents qui secouent la partie nord de la Province du Nord-Kivu, il faut souligner que ceux qui ont le plus marqué nos enquêtes sur terrain. Il s'agit des conflits fonciers appuyés souvent par des conflits armés.

I.1. Les conflits fonciers

Le contexte politique, juridique, économique et social en RDC détermine dans une large part l'occurrence des conflits fonciers au Nord-Kivu. En effet, la structuration de l'Etat moderne a procédé de l'absorption de diverses « *communautés autonomes* » et la déchéance de la souveraineté sur leurs propres fiefs. Jusqu'à nos jours, les chefs coutumiers n'ont jamais intériorisé ni accepté cette logique implacable. Ce conflit de pouvoir ainsi créé est aggravé par la faiblesse des institutions publiques, incapables qu'elles sont d'appliquer la loi, de protéger les intérêts des communautés ou encore de mettre en œuvre une politique de développement rural susceptible de transcender les conflits fonciers.

Le contexte politique est responsable de la dualité juridique. La loi foncière de 1973, tout en voulant unifier toutes les pratiques foncières à travers le pays, a cependant entériné l'application des coutumes particulières sur les terres rurales occupées par les communautés rurales. Selon Kibwabala Tekilazaya (2003 : 6), l'opposition évidente entre ces deux cadres de référence génère inévitablement des conflits. En plus, l'Etat incapable d'appliquer le principe de destination de sols qui relève de sa responsabilité a contribué à semer la confusion en prenant des lois portant sur le même objet, le sol : un code foncier en 1973, un code minier en 2002, un code forestier en 2005 et un code agricole en 2011 (Vahamiti, 2012 : 3). Les incohérences entre ces différents textes sont particulièrement défavorables aux catégories sociales les plus démunies dont les possessions foncières sont minutieusement dépouillées par des astuces juridiques.

Le social est, de sa part, dominé par une croissance démographique exponentielle. Dans les hautes terres, la densité de la population atteint déjà les 350 habitants au km². Les migrations organisées ou spontanées n'ont pas encore réussi à atténuer sensiblement les pressions sur la terre. Elles ont tout au plus exporté les conflits fonciers des pays voisins et des hautes terres vers le Masisi,

le Rutshuru dans un premier temps et vers les basses terres des Territoires de Beni, Lubero et Walikale dans un deuxième temps.

Sur le plan économique, l'incidence de l'économie du marché fait que tous les biens, y compris la terre, soient marchands. La valeur symbolique de la terre, l'identité et la mémoire de l'histoire en tant que lieu de communion avec les morts, est progressivement battue en brèche au profit de sa valeur économique. En plus, l'agriculture reste le grand secteur qui mobilise plus de 70 % de la population. La crise économique qui menace constamment les capitaux mobiliers valorise tant soit peu les investissements immobiliers et provoque une véritable ruée sur les terres (Muhindo Malonga, 2007 : 48). En conséquence, la terre est soumise à une grande sollicitation.

Enfin, la pauvreté rurale, liée à la basse conjoncture des produits de base sur le marché mondial et la dépression de l'économie nationale, a atteint un tel degré que les lignages possesseurs de terres, ne sachant faire face aux divers besoins de la vie quotidienne imposés par la société moderne, sont tentés de « céder », bon gré mal gré, leurs terres (Paluku Kitakya, 2007 : 253).

I.1.1. L'évolution et nature des conflits

Dans l'étude du cycle de conflit, il est dit que le conflit naît, évolue, éclate et peut être résolu. La résolution d'un conflit, du moins la tentative, commence forcément par en comprendre la nature ainsi que l'évolution. Ainsi, les situations conflictuelles récurrentes en milieux ruraux au Nord-Kivu sont aggravées dans la société moderne qui en ajoute, certes, de nouvelles formes comme (Kambale Nzweve, 2012 : 114) : La revendication des prérogatives coutumières sur les terres passées sous le régime du droit écrit, affranchies en principe de l'empire des chefs traditionnels ; la problématique de l'indemnisation des chefs coutumiers hiérarchiques et de petits exploitants à l'occasion de la cession, à titre onéreux, d'une terre lignagère ; les vices de procédure dans l'expropriation par voie judiciaire des petits exploitants ; l'invalidation, par la justice, des motifs traditionnels de rupture du contrat d'amodiation de terres -pour adultère, sorcellerie, défaillance dans l'allégeance au chef de terres, etc.-, au nom de la préséance des arrêts et des décisions des Cours et Tribunaux sur les mécanismes traditionnels de résolution des conflits ; le décalage entre le pouvoir administratif des chefs de chefferies, groupements, localités, reconnus et leur réel pouvoir foncier dans les entités qu'ils dirigent.

La configuration actuelle des conflits fonciers fait que les acteurs, notamment les fermiers, soient tiraillés entre le devoir d'allégeance au chef coutumier et aussi le désir d'émancipation. En plus, le tissu social au sein des familles, des lignages et des villages s'en trouve entamé. Les clivages se dessinent de plus en plus entre les communautés autochtones autour du droit de premier occupant, d'une part, entre autochtones et allochtones ou migrants, entre lignages propriétaires et clients, d'autre part. En outre, sur ce terrain s'affrontent les institutions de différents ordres, la loi contre la coutume, les institutions étatiques contre les institutions communautaires locales, le rural contre l'urbain. Cet imbroglio cache également l'antagonisme entre deux systèmes de valeurs. Il s'agit de la terre considérée comme un bien économique, aliénable et donc cessible au plus offrant et de la terre, symbole de l'identité des communautés et donc non marchande.

Ces conflits fonciers mettent aux prises une diversité d'acteurs. Les premières parties en présence sont l'élite traditionnelle -chefs coutumiers- et les fermiers -exploitants agricoles-. Les conflits prennent dès lors les configurations suivantes : Elite traditionnelle contre élite traditionnelle ; élite traditionnelle contre fermiers ; petits fermiers contre grands fermiers. Mais, d'autres acteurs qui jouent un rôle non moins important dans la gestion des terres et le développement des conflits sont l'Autorité publique -administrative et foncière- et la Justice -Cours et Tribunaux-. Ceux-ci étant ajoutés à la liste des acteurs, le conflit prend une autre configuration selon les alliances qui se nouent et se dénouent.

Ces objectifs et stratégies ainsi restitués corroborent l'analyse effectuée par Séverin Mugangu (2007-2008 : 385-414) qui, pour illustrer la crise foncière à l'est de la RDC, regroupe les divers acteurs en quatre catégories -Administration foncière, Bourgeoisies urbaines, Autorités coutumières et Paysans- et décrit trois types de relations qui prévalent entre eux : relation réciproque -Administration foncière et Bourgeoisies, Autorités coutumières et Bourgeoisies-, relation quasi-inexistante ou timide -Administration foncière et Paysans- et *relations en crise* -Administration foncière et Autorités coutumières, Autorités coutumières et Paysans, Bourgeoisies et paysans-.

Les différentes stratégies antagoniques développées par les acteurs ont donc pour conséquence d'amplifier les conflits, étant donné qu'il prévaut un marché foncier non régulé et non transparent du fait du déficit de gouvernance et de confiance entre les partenaires. Les populations sont entrées ainsi dans une spirale du conflit qui n'a pas encore révélé tous les dessous de cartes. Les palabres

et les procès interminables, les voies de faits et l'expropriation matérielle ou judiciaire des terrains, les clivages interethniques constituent les indicateurs des escalades. Bien des groupes armés, sur l'ensemble de la Province, se constituent sur le prétexte d'un impératif de protection des terres des ancêtres menacées par des envahisseurs ou de sauvegarde des droits fonciers acquis par la communauté. Dans le Lubero comme dans le Masisi, les groupes armés se reproduisent dans les milieux d'exaspération des conflits fonciers. Les jeunes ruraux, sous-employés, privés d'avenir et vivant dans l'environnement des aires protégées ou alors de grandes fermes, acquises souvent frauduleusement et ne profitant guère à la communauté locale, constituent des recrues indiquées pour ces groupes armés.

Ces escalades semblent bien être, comme le représentent Chauveau et Mathieu (1988 : 243-258), les conséquences de « *la participation de fait et simultanée des acteurs au système foncier coutumier et au système du droit positif* » dont les « *des interactions floues et fluctuantes* » entraînent des « *renégociations constantes et des situations foncières ambiguës* » et créent des incertitudes qui « *peuvent faciliter la transformation des situations de concurrence foncière en conflits et affrontements.* »

1.1.2. Les conflits de pouvoir traditionnel et coutumier

Le Nord-Kivu est peuplé de diverses communautés tribales installées sur le territoire à différentes périodes par les flux migratoires qui ont caractérisé la région : Bila, Hunde, Hutu, Kano, Kumu, Kusu, Mbuba, Mbuti, Nande, Nyanga, Piri, Talinga, Tembo, Tutsi, etc. Les possessions foncières traditionnelles revendiquées par chacune de ces communautés sont plus ou moins distinctes.

La coexistence de divers groupes ethniques, Pygmoïdes (Mbuti), Bantous (Hunde, Hutu, Nyanga, Kano, Yira, Talinga...), Nilotiques (Tutsi) et Soudanais (Piri, Pakombe, Mbuba, Bila...) suggère que le Nord-Kivu se trouve sur la trajectoire des flux migratoires de l'Afrique centrale et orientale. Cependant, au cours du XX^{ème} siècle, ces migrations et les conquêtes territoriales y relatives se sont tout d'abord stabilisées par la structuration des Chefferies et des Groupements avant d'être organisées par l'Etat pour la mise en valeur de l'espace.

Pour la petite histoire, la Mission d'Immigration des Banyarwanda (MIB) a présidé, dès le milieu du vingtième siècle, au transfert des centaines des milliers des ménages depuis le Rwanda vers les Territoires de Rutshuru, de Masisi et de Kalehe au Sud-Kivu. Par la suite, à l'intérieur de la Province, la Mission d'Immigration des Populations (MIP) prend le relai de la MIB pour procéder au

glissement des populations depuis les hautes terres de Lubero pour peupler les basses terres du Territoire de Beni. Jusqu'aujourd'hui, des migrations spontanées continuent en suivant la même trajectoire, le nouveau point d'attraction étant le Territoire de Walikale qui regorge encore de grandes réserves de terres arables.

De manière générale, l'intégration des migrants dans les régions d'accueil se fait dans des conditions harmonieuses. Le prestige et le revenu du chef coutumier s'en trouvent consolidés par l'augmentation de demandeurs de terre ou des sujets. Si au départ les autochtones jouissent d'un statut supérieur à celui des migrants, ceux-ci étant astreints à la redevance foncière qui scelle leur allégeance perpétuelle à la communauté d'accueil, les alliances contribuent toutefois à atténuer la discrimination des droits fonciers de deux groupes et donc à niveler de nouveaux rapports sociaux.

Il arrive que le groupe migrant devient pléthorique et plus entrepreneur que le groupe d'accueil et acquiert, en conséquence, un maximum de terres. Une inversion des rapports de force politiques et économiques s'opère alors en faveur du groupe migrant. L'inextricable dialectique Autochtonie – Allochtonie apparaît justement dans les Territoires qui ont atteint ce point critique. Les tentatives des communautés d'accueil, ou mieux plus exactement des chefs coutumiers, de sauvegarder un pouvoir foncier et politique à perte de vitesse correspondent aux velléités des anciens migrants à s'affranchir du joug des chefs coutumiers à jamais fragilisés. C'est dans ce contexte que les conflits fonciers prennent la figure des clivages identitaires entre communautés ethniques perçues comme autochtones, d'une part et, d'autre part, allochtones ou anciens migrants en Territoires de Masisi (Hunde – Nyanga ; Hutu – Tutsi), de Beni (Mbuba – Bila ; Nande), voire à Lubero (Piri et Yira.)

Le même procès se reproduit dans le contexte de l'urbanisation et de la colonisation agraire. En effet, par la soustraction de certaines terres à l'autorité coutumière pour la création des Villes et des plantations notamment, l'Etat moderne instaure une tenure atypique dans l'ordre et la structure de la communauté rurale traditionnelle, celle qui consacre l'acquisition à titre onéreux et de manière quasi-définitive des terres.

Contre toute attente, les chefs coutumiers et les demandeurs de terres prennent goût à la nouvelle tournure tout en gardant jalousement des nostalgies de la possession permanente des terres par la communauté. Sous la pression d'une forte demande des terres urbaines à usage résidentiel, ou rurales à destination agricole, les chefs coutumiers développent l'habitude de « vendre »

les terres tout en gardant des prétentions sur elles. Ainsi, l'urbanisation rapide autour des pools de Goma – Kiwanja, Butembo – Beni – Oïcha et la colonisation agraire achevée dans le Masisi et amorcée dans le Lubero, dont le corollaire est la dépossession des communautés locales, se trouvent à l'origine des conflits fonciers violents au Nord-Kivu.

I.2. Les conflits armés

Il est certain que la situation des conflits à l'est de la République Démocratique du Congo, en général, et au Grand Nord-Kivu, en particulier, n'est pas récente. Des conflits ont des racines et des origines diversifiées dans le temps et dans l'espace. Ainsi, par exemple, en Territoire de Lubero, l'on peut trouver plusieurs types de groupes armés d'origine étrangère et ceux d'origine locale.

I.2.1. Les groupes armés étrangers en Territoire de Lubero

Les Forces Démocratiques pour la Libération de Rwanda (FDLR) sont présentes en Territoire de Lubero, notamment à l'ouest -Kasugho, Bunyatenge, Fatuwa, Busavali, Kanyatsi, Viramba, Kasingiri, Virira, tama, Mbughavinywa, Kasiki, Musuta, Luhanga, Kasaki, Miriki, Bolakoingele- et dans le Parc National des Virunga. Elles sont impliquées dans divers types d'affaires illégales, telles que le trafic de drogue –chanvre- dans les environs de Miriki, Fatuwa, Kamandi, Kanyabayonga, Rughenda, les carrières d'or dans le secteur des Bapere, et la cité de Lubero.

Ces rebelles demeurent à la base de plusieurs violations des droits humains : la taxation illégale, l'extorsion, les pillages, les braquages, les violences sexuelles, l'incendie des villages et la dévastation des champs. Les commandants FDLR imposent le travail forcé à la population dans leurs champs et prennent les filles de familles locales comme concubines -dans ce cas, la famille est normalement exemptée de travailler dans les champs, la jeune fille servant comme une sorte de gage-. Ici, les commerçants et les usagers de la route Goma-Butembo sont fréquemment soumis à des extorsions par les FDLR (CEJA, 2009 : 12).

I.2.2. Les groupes armés d'origine locale en Territoire de Lubero

Parmi les groupes armés locaux, l'on identifie les différentes factions Maï-Maï dans le Territoire de Lubero : les Maï-Maï/Kasindiens : ceux-ci occupent les environs des Villages de Alimbongo, Kaseghe, Mighovwe, des Cités de

Kirumba et Kayna. Ce mouvement a un caractère itinérant. Il est dirigé par Vita Kitambala ; les Maï-Maï/PARECO : leur fief est constitué des Villages de Miriki, Bunyatenge, Muhango, Mbughavyinywa, Kasugho, Luofu, etc. Cette action est dirigée par La Fontaine ; les Maï-Maï/Baleine : ils sont opérationnels à Kamandi, Muramba, etc. Ils sont dirigés par un nommé Lomingo Katandolo ; les Maï-Maï/Simba : ceux-ci sont les plus anciens combattants mulelistes des années 1964. Ils sont opérationnels dans le Parc des Maïko au-delà de Manguredjipa. En fait, le nombre de combattants de ces mouvements Maï-Maï échappe aux autorités locales. Cette situation est presque la même en Territoire de Beni.

I.2.3. Les groupes armés étrangers en Territoire de Beni

Les groupes armés les plus actifs en Territoire de Beni sont l'Allied Democratic Forces-National Army for the Liberation of Uganda/ADF-NALU. Localisé dans les zones suivantes : la Chefferie des Watalinga -à côté des navettes pour l'Ouganda- ; la Chefferie des Bashu -Hekwa-Hekwa au bord de la rivière Semuliki-, le Secteur de Beni-Mbau -Tchutchu, Nakembi, Pkeve- ; et le Secteur de Rwenzori -Kikingi, massif de Ruwenzori-. Alors qu'à l'origine les miliciens ADF-NALU étaient principalement des Ougandais, certains indisciplinés congolais se sont ajoutés de force ou volontairement. Selon certaines sources, les éléments ADF-NALU sont aujourd'hui moins opérationnels qu'auparavant même s'ils continuent à s'impliquer dans différentes formes de violences (y compris de viols) et dans des barrières et coupures de route.

I.2.4. La présence des groupes armés d'origine locale

Le Territoire de Beni abrite les Maï-Maï auxquels s'ajoutent les combattants ADF-NALU ainsi que les coupeurs de route de Karuruma. Il s'agit, notamment des Maï-Maï/Ruwenzori. Ceux-ci sont opérationnels à Mwenda, Kirivata, Batalinga, Kasaka-Karuruma, Mayele. Actuellement, cette faction Maï-Maï s'est constituée en groupe politico-militaire dénommé Union des Mouvements des Démocrates de Ruwenzori (U.M.D.R). Il a été créé en 2002. Le coordonnateur politique de ce mouvement répond au nom de Faustin NDEKESIRI, un ancien cadre de MLC. D'après les déclarations du coordonnateur politique de ce mouvement, les combattants de ce mouvement se sont groupés en deux brigades. Les Maï-Maï de Vurondo occupent les Villages de Vurondo, Kasinga, Mwenye, Rwahwa et Vihya. Ils sont dirigés par M.

Kambali baya Sindani. Ils sont aussi dans la Chefferie des Bashu et dans le Secteur de Beni-Mbau.

Par ailleurs, les coupeurs de route de Karuruma sont généralement des hommes armés. Jusqu'à présent, aucun coupeur de route n'est arrêté par les services de sécurité pour permettre à bien les identifier. D'aucuns croiraient que ces coupeurs de route se recruteraient parmi les éléments des FARDC, de la Police ou des groupes armés. En fait, le nombre des Maï-Maï de Vurondo ainsi que celui des coupeurs de route ne sont pas connus de manière exacte. Selon les informations recueillies auprès de l'un des Notables de Butuhe, les combattants Maï-Maï de Vurondo peuvent constituer un bataillon (CEJA, 2009 : 4).

Dans cette dynamique de conflictualité, les jeunes occupent une place capitale. Ils sont principalement des acteurs dans plusieurs formes. Ici, on peut retenir la place des jeunes dans la conflictualité au Grand Nord en deux points de vue : les jeunes comme acteurs et comme victimes dans les conflits qui secouent cette partie du territoire national.

II. Les jeunes comme acteurs et victimes dans la résurgence des conflits au Nord-Kivu en général et en Diocèse de Butembo-Beni en particulier

L'appréciation de la part des jeunes dans la résurgence des conflits dépend d'une position à une autre selon la position des observateurs et selon les réalités de chaque milieu. Les enfants, y compris les adolescents, sont les plus vulnérables dans les situations des conflits armés surtout à l'est de la RDC. Nombre d'entre eux sont obligés de fuir leur maison et sont souvent blessés, voire tués. A cause des conflits récurrents et permanents de toute forme, des générations entières d'enfants grandissent sans jamais mettre les pieds dans une salle de classe ni bénéficier d'un encadrement correct ou professionnel. La plupart des jeunes sont recrutés pour combattre ; ils sont alors témoins d'actes d'une extrême violence, s'ils ne sont pas contraints de jouer le rôle d'acteurs actifs. De manière générale, la place que les jeunes occupent dans les conflits qui sévissent dans cette partie du territoire national peut s'observer de plusieurs façons : comme acteurs dans ces conflits ; victimes de ces conflits ; observateurs et témoins de ces conflits.

II.1. Les jeunes comme acteurs actifs des conflits

Dans cette partie et selon les enquêtes menées en Territoire de Lubero, les jeunes sont des acteurs aux divers conflits de plusieurs façons : les héritiers ; les

jeunes désœuvrés, surtout pour ce qui est des pillages par les groupes armés ; les jeunes en situation socioprofessionnelle difficile ; les jeunes victimes de l'injustice sociale : lors des procès, certains jeunes sont insatisfaits des jugements rendus par les Cours et Tribunaux et préfèrent la justice populaire ou l'enrôlement dans les groupes armés en guise des représailles; les jeunes non scolarisés ; les jeunes intoxiqués par les parents en vue de protéger les terres, source de survie ; les jeunes préoccupés par la protection de la terre pour l'agriculture et l'élevage à cause de la spéculation foncière, etc.

II.1.1. Les jeunes comme victimes des conflits

Sur l'impact de la guerre sur l'éducation des enfants congolais, Mambo Tabu Masinda et Kahindo Muhesi (2001 : 2) ont noté : « *Plus souvent qu'autrement, les enfants sont les premières victimes des guerres initiées par des adultes. Selon le rapport de l'UNICEF de l'an 2002, près de 300 000 enfants sont actuellement impliqués dans 30 conflits armés à travers le monde. Depuis 1987, les différents conflits ont fait de millions de victimes parmi lesquelles 2 millions de morts et 6 millions d'autres qui resteront fortement handicapés le reste de leur vie. Plus d'un million d'enfants ont perdu leurs parents. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) souligne que, parmi les 21 millions de réfugiés et de personnes déplacées à travers le monde, plus de la moitié sont des enfants. Tous ces événements traumatiques ont des effets négatifs directs sur l'éducation et le développement émotif des jeunes.* »

Dans toutes les formes de conflits qui persistent dans le Grand Nord, les jeunes sont les plus actifs au regard de la configuration de cette conflictualité. Selon nos informations recueillies, « la majorité de ceux qui composent les groupes armés sont constitués de jeunes »³.

Les jeunes sont facilement manipulables au regard de leur situation socio-économiques. Pour la plupart, ils n'ont pas d'emplois ni d'activités socio-économiques. C'est pourquoi leur recrutement dans les groupes armés et autres mouvements est très facile. Parfois ils sont dans les groupes armés pour défendre leurs terres, soit pour protéger leurs populations respectives soit encore pour la survie ou le positionnement sociopolitique. Ils se retrouvent être enrôlés dans les groupes armés par force selon qu'ils ont été pris en otage dans certaines agglomérations insécurisées. Lorsqu'ils sont des otages, ils subissent atrocités de tous genres. C'est cette situation qui fait qu'ils sont devenus de véritables

³ Propos recueillis auprès d'un leader de la Société civile de Kanyabayonga.

acteurs ou victimes de gré ou de force dans l'activisme des conflits et des groupes armés au Nord Kivu en général et au Grand Nord Kivu en particulier.

II.1.2. Les jeunes comme acteurs passifs, spectateurs ou témoins des conflits

Bon nombre de jeunes, qui survivent, sont traumatisés par les actes de vandalisme et de barbarie perpétrés par les groupes armés dont ils ont été témoins. Ils assistent à des horribles scènes de violence au cours desquelles, leurs familles et amis sont tués sous leurs yeux, parfois à coups de machette. Nombreux sont ceux qui ne vont plus à l'école. Ils sont alors élevés en communauté, privés de structures familiales et sociétales, dans des camps pour personnes déplacées, ou vivent dans la rue, en service actif pour le compte des groupes armés, ou dans d'autres situations périlleuses. Diverses catastrophes naturelles, comme l'éruption du mont Nyiragongo à Goma en 2002, exacerbent cette crise humanitaire et ses répercussions sur les enfants (Anonyme, 2003 : 5).

Tous ces éléments avec beaucoup d'autres ont des conséquences remarquables sur les populations en général et la jeunesse en particulier dans cette région.

II.2. L'impact des guerres et conflits

Les conflits armés et autres situations de violence peuvent soit perturber, soit totalement anéantir les conditions qualifiées ci-dessus d'essentielles au développement sain et au bien-être psychosocial. Une exposition directe ou indirecte à la violence (enrôlement dans les forces ou les groupes armés, perte de ses proches, déplacement, actes de violence qui se produisent sous leurs yeux, etc.) – renforcée par la perturbation de la routine habituelle et par l'effondrement des mécanismes de protection de la société – augmente fortement le risque de réactions négatives (Atelier sur les conflits armés et/ou d'autres situations de violence, 2011 : 18).

Au cours de deux dernières décennies, l'Afrique subsaharienne a été la région la plus touchée par le conflit au monde. Dix (10) de 24 pays les plus touchés par la guerre entre 1980 et 1994 étaient africains dont quatre (04) : Libéria, Angola, Mozambique et Somalie, comptaient parmi les cinq (05) pays ayant le plus souffert au monde.

Rappelons que depuis 1960, plus de huit millions de personnes sont mortes des conséquences directes ou indirectes de la guerre en Afrique, dont 5,5 millions de civils sont des Congolais en général et surtout ceux de l'est en

particulier. Notons que ce nombre de pertes civiles augmente chaque année aussi bien en Afrique qu'en RDC à l'opposé des autres parties du monde. En outre, aujourd'hui, la plus grande caractéristique de la RDC est la fragilité de ses tissus politique, économique, et social.

Sur le plan politique, après une longue période de crise politique aggravée depuis 1996 par une série de conflits armés impliquant des troupes de plusieurs pays africains, les chances pour restaurer la paix, la sécurité et l'intégrité territoriale reposent sur plusieurs accords politiques signés, d'une part, entre le Gouvernement de la RDC et les pays voisins (le Rwanda et l'Ouganda), et d'autre part, entre les différentes composantes politiques internes. Le dernier accord en date conclu à Pretoria le 17 décembre 2002, au terme du Dialogue inter-congolais organisé dans le contexte des Accords de cessez-le-feu de Lusaka (1999), a fixé le cadre institutionnel devant régir l'organisation politique du pays pendant une période de transition de deux ans, avant l'organisation d'élections libres. Cet accord, dit Accord Global et Inclusif, répartit les différents postes des branches législative et exécutive du Gouvernement de manière relativement équitable entre les composantes politiques : Gouvernement de Kinshasa, MLC, RCD/Goma, Société civile, Opposition politique non armée, et différents autres groupes signataires de l'Accord.

Après la mise en place de toutes ces institutions, il reste aux groupes politiques congolais de traiter les épineux problèmes de la création d'une armée nationale intégrant les combattants de plusieurs factions militaires et des milices, le programme de désarmement, démobilisation, et réinsertion des combattants non retenus dans la nouvelle armée, et l'organisation d'élections libres après la mise en place de nouvelles institutions politiques démocratiques.

Sur le plan économique, pour stabiliser le cadre macro-économique fort détérioré depuis le début de la décennie 90, le Gouvernement a pris en avril 2001, dans le cadre d'un Programme Intérimaire Renforcé (PIR), des mesures macroéconomiques dans le but principal de mettre un terme au cycle de forte inflation qui minait l'économie nationale. Ces mesures ont consisté principalement à la libéralisation de l'économie et à la consolidation de la stabilité du cadre macro-économique. Les mesures ont produit des résultats encourageants, mais encore fragiles.

Sur le plan social, la crise humanitaire dans les régions touchées par les conflits armés ainsi que l'étendue des violations massives des droits de l'homme viennent aggraver un tableau social plutôt sombre tel qu'attesté par les chiffres ci-après : niveau de malnutrition chronique, modérée ou sévère chez les enfants

de moins de 5 ans (38,2%) ; taux net d'admission en 1^{ère} année d'enseignement primaire (17 %) ; taux net de scolarisation à l'école primaire pour les enfants de 6 à 11 ans (51,7 %) ; proportion de la population âgée de 6-14 ans n'ayant jamais fréquenté l'école (31,3 %) ; quotient de mortalité infantile des enfants de moins de 5 ans (213 ‰) ; proportion des enfants de 12-23 mois vaccinés contre les maladies de l'enfance (22,8 %) ; taux de mortalité maternelle (1 289 pour 100 000 naissances vivantes) (PNUD, 2004 : 11).

L'aspect le plus troublant des conflits dans le Diocèse de Butembo-Beni est la recrudescence de la violence extrême, en particulier au cours de ces dix dernières années. Et cette violence cible délibérément les civils plutôt que les groupes armés et aussi bien des groupes entiers que des personnes ciblées individuellement. Ceci est remarquable à presque tous les niveaux de la vie de l'homme.

II.2.1. L'impact des guerres sur la santé des hommes en général

Les guerres qui sévissent dans cette partie de la Province ont des conséquences fâcheuses sur les vies humaines dont nous citons : les décès dus aux maladies infectieuses comme la rougeole et le tétanos, le choléra, la fièvre typhoïde, la dysenterie, les décès dus aux maladies transmissibles -la tuberculose, les infections respiratoires aiguës, l'infection à VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles-, les décès dus à des maladies non transmissibles ainsi que des décès, par ailleurs, évitables avec des soins médicaux -l'asthme, le diabète et les interventions chirurgicales d'urgence-, les blessures dues à des causes externes comme celles infligées par des armes, des mutilations, des mines antipersonnelles, des brûlures et des empoisonnements, un plus grand nombre de morts à la naissance et des prématurés ainsi que des complications pendant les accouchements, une malnutrition chronique et aiguë et divers troubles liés à des carences, une incidence génétique à plus long terme de l'exposition à des produits chimiques et à des radiations, une angoisse, une dépression, un état de stress post-traumatique, un comportement suicidaire⁴.

II.2.2. L'impact des guerres sur les enfants et les jeunes

L'impact des conflits armés sur cette catégorie de la population est terrifiant : au moins deux millions d'enfants sont morts ces 10 dernières années, à la suite

⁴ Propos tenus par AHIAFOR Prosper dans son Thème intitulé « *Guerres et conflits en Afrique* », sld, pp. 10-13.

de guerres déclenchées par des adultes, qu'ils aient servi de cibles civiles ou qu'ils aient été tués au combat en tant qu'enfants soldats. Comment expliquer les morts d'enfants et la sauvagerie des combattants en Territoire de Beni qui décapitent des enfants et des jeunes gens ? Ou l'enlèvement systématique de milliers d'enfants en Diocèse de Butembo-Beni qui vont grossir les rangs des combattants des guérillas et servent d'esclaves sexuels ? D'innombrables jeunes sont confrontés à l'angoisse de perdre leur foyer, leurs biens et leurs proches. Dans de telles conditions, pratiquement tous les constats nécessaires à l'épanouissement des enfants sont perturbés, et les dégâts psychologiques des conflits armés sont incalculables. La violence sexuelle à l'endroit des jeunes filles est de plus en plus répandue. Elle les expose non seulement à des grossesses non désirées et à des maladies transmises sexuellement comme le SIDA, mais à de graves conséquences psychologiques et à l'ostracisme qui est une exclusion d'un groupe.

D'autre part, les factions belligérantes ont recours aux médias pour semer la méfiance et l'hostilité dans la population, et les enfants influençables sont souvent déroutés par des messages condamnant leurs amis et voisins. Sous leur influence, bon nombre d'entre eux deviennent insensibles et méfiants. Retenez qu'un enfant élevé dans la violence apprend à être violent. De même qu'un enfant élevé dans la haine apprend à haïr et un enfant brutalisé et insensibilisé par les sévices et les preuves, porte en lui des germes dont nul ne sait s'ils peuvent être déracinés. La guerre a des conséquences négatives sur l'éducation et le développement émotif des jeunes. Il faut savoir qu'à la fin de la guerre, une tâche immense reste à accomplir, celle du processus de guérison des cœurs de milliers d'enfants meurtris. Certains souffriront des peurs ou des souvenirs difficiles à supporter. D'autres souffriront des séquelles émotives, de la dépression, des comportements suicidaires, de la culpabilité, de l'irritabilité, voire des comportements de vengeance. Et plusieurs ne feront plus leurs études comme cela aurait dû être le cas.

Les résultats d'études variées démontrent que les personnes exposées à une longue période de conditions difficiles, telle la vie dans un camp des réfugiés, une prison ou les conditions de privation de la guerre, développent des symptômes du stress post-traumatique. Estimation du nombre d'enfants victimes de conflits armés durant la dernière décennie : le nombre d'enfants soldats à 300 000, dont plus du tiers en Afrique ; le nombre d'enfants victimes des mines anti personnelles: 10 000 par an ; le nombre d'enfants réfugiés ou déplacés dans le monde : 23 millions ; et également les tués à 2 millions ; les blessés ou mutilés

à vie : 6 millions ; les sans-abri sont évalués à 12 millions ; les orphelins ou séparés de leurs familles : plus de 1 millions ; et enfin de compte, les traumatisés psychologiquement équivalent alors à 10 millions (ONU, 2015).

Alors, pourquoi les jeunes n'arrivent-ils pas à concourir de manière durable à la pacification de cette région ? Sur un total de 120 jeunes, 30 ont répondu qu'ils sont héritiers des conflits antérieurs entretenus par leurs parents et grands-parents, 25 disent être rongés par l'esprit de vengeance contre les envahisseurs qui pillent, violent et créent l'insécurité en voulant ravir leurs terres arables, 15 sont rongés par l'esprit de vengeance et 30 sont embrigadés dans des milices armées. Etant donné le rôle des jeunes dans la conflictualité et pour une paix durable au Grand Nord-Kivu, il faut alors leur implication dans tout processus de pacification.

III. Les jeunes comme sujets de paix au Grand Nord-Kivu

Outre les autres aspects relatifs à la pacification du Grand Nord, ce processus demande une grande campagne d'éducation à la paix.

« Il ne suffit pas d'apprendre aux enfants à lire, à écrire et à compter. Il faut aussi leur enseigner le respect des autres et du monde dans lequel nous vivons et favoriser ainsi l'avènement des sociétés plus justes, plus ouvertes et plus harmonieuses » disait Ban Ki-Moon Secrétaire général des Nations Unies, en marge de la journée internationale de la paix en juin 2013. En effet, l'éducation est indispensable pour forger la citoyenneté mondiale et construire des sociétés pacifiques. Clémenceau affirmait qu'*« il est plus facile de faire la guerre que de construire la paix. »* D'où la nécessité de mettre en place une méthodologie capable d'assurer l'éducation à la paix.

Depuis quelques années, une méthode de pacification a acquis un écho particulier au sein de la communauté internationale. C'est l'éducation à la paix qui, par son rayon d'action multidimensionnel et l'implication des populations locales, s'est imposée comme une alternative pertinente à la réponse militaire de résolution des conflits. L'éducation à la paix est considérée comme un instrument fondamental de la pacification d'un territoire. Elle a pour but de prévenir les nouveaux conflits dans les zones sensibles en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les Etats. La paix, tout comme la guerre, doit se penser comme une stratégie. La volonté de sécuriser et de pacifier un territoire se traduit trop souvent par une réponse militaire des Etats ou des groupes engagés dans un conflit. Une paix imposée *manu militari* n'efface pas pour autant les rancœurs et les haines des

populations impliquées dans les conflits, qui sont souvent les premières à en pâtir. La nécessité d'installer une paix constructive, en y intégrant les populations locales, est indispensable pour éviter de nouveaux affrontements. C'est la culture de la paix.

La culture de la paix, telle qu'elle est définie par les Nations Unies, comprend *l'ensemble des valeurs, des attitudes, des comportements et des modes de vie qui rejettent la violence en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les Etats*⁵. La culture de la paix ne peut s'établir durablement que lorsque les conditions suivantes sont réunies : un développement économique durable, le respect de tous les droits de l'homme, l'égalité femme/homme, la participation démocratique, le développement de la tolérance et de la solidarité. Elle comprend aussi la promotion active du pluralisme et du dialogue entre les différentes composantes de la société : le respect de l'autre, de la dignité et du partage.

Pour mettre en œuvre cette culture de la paix, l'éducation représente le moyen le plus pertinent pour sensibiliser les acteurs de la guerre et les populations touchées par des conflits à la dévaluation de la violence. Pour cela, il faut ce qui suit.

III.1. Apprendre à régler pacifiquement les conflits

L'éducation à la paix a pour objectif principal d'amener des personnes, des groupes et des Etats à établir eux-mêmes des relations plus pacifiques en leur apprenant à résoudre pacifiquement leurs différends. L'éducation à la paix est donc une approche préventive de la résolution des conflits basée sur l'enseignement et la diffusion des valeurs de paix et d'égalité. Les programmes de sensibilisation à la paix permettent une meilleure compréhension des conflits et des formes structurelles d'injustice afin de les résoudre dans la concertation et le dialogue. Ce processus passe par l'instauration d'un respect mutuel entre les peuples, par la sensibilisation à la citoyenneté et à l'égalité, et par l'apprentissage de toutes les valeurs positives nécessaires à la mise en place d'un état de paix.

Cette démarche s'explique par la mise en place d'actions d'éducation à la paix à différentes échelles géographiques donnant au mouvement une dimension à la fois internationale et locale pour atteindre les groupes des jeunes. Ces programmes peuvent être menés au niveau d'une commune, d'une région,

⁵ Déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix.

d'un pays ou encore d'une sous-région touchée par le même conflit et doivent être vulgarisés dans les établissements scolaires.

III.2. L'implication de toutes les couches de la population civile

Le travail de sensibilisation aux valeurs de paix n'est efficace que s'il est perpétré à tous les échelons d'une société. Pour une meilleure diffusion des valeurs de paix, les publics doivent être les plus variés possibles et toujours considérés selon le contexte d'un territoire et les initiatives déjà engagées. Jeunesse, groupes sociaux ou professionnels, Gouvernements ou monde de la recherche, tous peuvent être sujets à des campagnes de prévention des conflits. Toutefois, le principal atout de l'éducation à la paix comme dynamique de pacification d'un territoire est d'intégrer au processus les populations civiles qui sont toujours largement touchées par les conflits, notamment ceux armés. Actrices forcées des affrontements, ces populations gardent souvent en elles les germes de la violence qu'elles ont subie.

En travaillant en profondeur sur les préjugés des habitants d'une zone sinistrée, elle permet de faire assimiler durablement les effets bénéfiques du rassemblement et de la cohésion sociale, et prévient ainsi toute velléité d'affrontement futur. L'éducation à la paix est une démarche qui s'inscrit dans la durée. En prévenant les conflits par la meilleure compréhension de l'autre, elle permet d'enrayer le cycle de la violence et de poser les bases d'un climat social apaisé.

Dans le cadre d'intervention et de prestation en communauté en période conflictuelle, post-conflictuelle ou en temps de crise, les leaders sociaux, responsables ou meneurs d'opinion doivent obligatoirement comprendre la gestion et la transformation des conflits en établissant la paix durable. L'expérience de la vie quotidienne de l'homme montre que le conflit est intimement lié à la vie humaine. On ne peut pas concevoir la vie en société sans conflit, car l'homme est en conflit soit avec lui-même, soit avec les autres. Karl Marx disait à ce propos que *« le conflit est le moteur du changement »* et d'autres théoriciens politologues ajoutent que *« les conflits en politique aboutissent à toute sorte de changement, à la circulation des élites, à une nouvelle conception des valeurs, [...] à la refondation des principes qui régissent le monde. »*

Le conflit étant parmi les réalités endogènes au sein de la communauté, il doit être géré comme tout autre principe managérial. Et gérer, ici, rencontre la définition donnée par Henri Fayol : *« Gérer, c'est administrer, diriger, prévoir,*

organiser, coordonner, commander et contrôler ». La gestion des conflits sous-entend donc la prévention, l'analyse des signes annonciateurs du conflit, l'analyse très approfondie de ce conflit, le commandement des opérations et le contrôle, sachant que les principaux foyers des conflits sont : *l'homme lui-même, l'individu, la famille, la Nation, l'Eglise, l'entreprise, etc. enfin le monde entier*. Une fois la gestion du conflit maîtrisée, suit alors l'étape de la transformation qui, aux dires de M^{me} Balabula, signifie convertir, réduire à, traduire, changer un conflit en autre chose, à la paix durable.

La transformation des conflits est l'étape la plus approfondie de la gestion des conflits. Elle part de l'idée que le conflit est lié à la structure sociale mise en place -la loi, les coutumes, les préjugés- et que la gestion durable nécessite un changement de cette structure déjà établie. Dans la transformation des conflits, l'on distingue la transformation personnelle, culturelle, structurelle et rationnelle.

III.2.1. La transformation personnelle

En tant que médiateur, il faut accepter d'abord soi-même la transformation. Ce changement doit s'opérer d'abord au niveau personnel. Au niveau émotionnel, il faut commencer par la maîtrise de soi ; au niveau perceptuel, il s'agit de prendre le temps de comprendre ce que veut dire l'autre avant de le voir tel que je le perçois ; certains ont tendance à voir les choses de façon négative. Il faut accepter l'autre, s'ouvrir aux autres. Au niveau spirituel, il convient d'aimer contribuer au bonheur des autres et à leur épanouissement. Au niveau physique, c'est que la façon de s'habiller, celle de parler, la simplicité des gestes doivent être de nature à rassurer les autres.

III.2.2. La transformation culturelle

Il faut transformer les règles et coutumes qui oppriment et qui ne valorisent pas les autres. Cela suppose qu'en amont toute l'orientation cognitive de la société connaisse des évolutions. Car c'est elle qui constitue le creuset de fermentation de l'éthos culturel de ses membres.

III.2.3. La transformation structurelle

Il faut transformer le système, les lois et les règlements que les organisations ou les personnes mettent en place. Il faut voir si les structures mises en place valorisent l'être humain.

III.2.4. La transformation relationnelle

Nous devons accepter que les relations jouent un rôle important dans la vie. Notre façon d'aborder et de traiter les gens peut en faire des amis ou des ennemis. La communication est très importante dans la transformation relationnelle.

D'autres moyens pour le maintien de la paix sont : l'encadrement et la réinsertion sociale des victimes des conflits. Il s'agit d'une phase très importante dans une zone post-conflit ; l'on peut aussi pointer la détraumatisation des victimes et leur réinsertion économique. Cependant, dans les conflits armés, on procède à deux moyens de maintien de la paix, à savoir le désarmement, la démobilisation et la réinsertion pour les ex-combattants et les associés -femmes et enfants soldats- ; l'intégration dans l'armée suivant le processus de recrutement national des forces armées. A cela, s'ajoutent les plaidoyers et lobbyings pour la paix : il s'agit d'un ensemble d'actions fondées sur une argumentation pour influencer une cible donnée en vue de changer des politiques, des positions autour d'un problème, une situation. C'est une défense des intérêts d'un individu, d'une ethnie, d'un groupe de gens organisés - discriminés, exclus- pour un changement.

Par ailleurs, parmi les mécanismes de maintien de la paix, il faut ajouter le traitement des traumatismes suite aux conflits. Même résolus, les conflits laissent derrière eux des plaies graves qui nécessitent un traitement psycho-social approprié. Parmi ces grandes plaies, on peut citer les stress, les traumatismes ou la plaie du cœur et beaucoup d'autres maladies diverses. Un des outils d'investigation thérapeutique post-conflictuelle est le dialogue, l'entretien et l'interview.

Il faut absolument un cadre permanent de dialogue pour et entre les jeunes pour que ceux-ci s'approprient tout processus de pacification et la consolidation de celle-ci. Car étant donné leur place dans la conflictualité, sans les jeunes, aucune pacification ne peut aboutir.

Conclusion

La plupart des conflits éclatent là où la tradition est de résoudre les problèmes par la violence. Dans ce cas, la violence politique est fortement enracinée et les instruments de l'Etat, à savoir l'armée, la police et l'appareil judiciaire entretiennent cet état de chose. D'autres justifications peuvent expliquer aussi

la persistance de la violence. Il s'agit du Contrôle des ressources, de la terre et droit à l'eau, etc.

Si généralement, l'Afrique connaît deux principaux types de conflits basés sur les ressources : les guerres de rareté et les guerres d'abondance, dans cette partie de la Province du Nord-Kivu, les conflits les plus fréquents sont ceux relatifs à la rareté des ressources portant sur le contrôle et la conquête de la terre. A cela s'ajoutent les pillages des ressources et toutes les formes de violences perpétrées par les hors la loi sur les paisibles populations devenues vulnérables et impuissantes face à toutes les atrocités commises par les groupes armés étrangers et nationaux.

D'après les recherches menées, ces conflits se manifestent sous différentes formes : querelles intra-communautaires, actes de violence, sabotages, tensions, conflits latents, conflits armés de basse ou haute intensité dans lesquels la violence est utilisée de façon systématique et organisée. Or, dans ce bilan, ces troubles ont souvent lieu dans des pays instables politiquement et/ou dans des pays où la répartition des richesses est très inégale. Les principaux acteurs de ces crises sont diversifiés, notamment des commerçants, des responsables terriens, des autorités politico-administratives et militaires, sans oublier les jeunes qui occupent une place capitale tant dans la persistance que dans la résolution des conflits dans cette partie du territoire national.

Pour ce qui est des causes de ces conflits, on peut arriver à les regrouper de plusieurs façons : Dans le domaine politique, on note principalement la « *démocrature* », c'est-à-dire la contraction de démocratie et de dictature. A ceci s'ajoutent le manque d'entente et pas de vrai « *partage des responsabilités* » au sein de la classe dirigeante, la mauvaise gestion de l'Etat, le trafic d'influence et toutes les antivaleurs qui caractérisent actuellement la gestion de la chose publique.

Dans le domaine sécuritaire et militaire, il faut se situer dans le contexte d'un pays où l'armée nationale est divisée, pas organisée, gérée par plusieurs autorités. Ainsi, la porte est grandement ouverte pour les conflits. Et, dans ces circonstances, la sécurité échappe à tout contrôle, surtout que les armes de guerre circulent sans aucun mécanisme de surveillance. La disponibilité facile et le coût relativement bas de ces armes sont appuyés par l'émergence des réseaux de fournisseurs au niveau local et international, qui échangent des armes contre des minéraux et bien d'autres produits. Cela constitue un facteur majeur dans la prolongation des conflits en RDC, en général, et en Province du Nord-Kivu, en particulier. Dans le domaine socio-économique, il faut souligner le

chômage, le manque d'encadrement des jeunes, la misère, la justice populaire, la non scolarité, l'intoxication, la non ou la faible éducation civique.

Parmi les actions à mener par les jeunes pour transformer les conflits, il faut retenir : l'organisation régulière des réunions périodiques et occasionnelles pour discuter des grands problèmes qui se posent régulièrement au quotidien ; la participation aux différentes rencontres de réconciliation ; la dénonciation de tous les cas suspects et de tous les cas de violations des droits des populations locales. Par ailleurs, les jeunes reconnaissent que ces actions n'ont pas été efficaces, car n'ayant pas pu résoudre ou juguler les problèmes qui se posent au niveau local.

Pour cela, beaucoup reste à faire et, comme acteurs, les jeunes sont appelés à jouer un grand rôle dans la pacification de cette partie du pays.

Bibliographie

CENTRE D'ETUDES JURIDIQUES APPLIQUEES, *La résurgences des groupes armés dans le Territoire de Beni*. Rapport, juin 2009

CHAUVEAU, Jean-Pierre et MATHIEU, Paul, *Dynamiques et enjeux des conflits fonciers*, dans LAVIGNE DELVILLE, Philippe (dir), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Paris, éd. Karthala et Coopération française, 1998.

Conflits armés en République Démocratique du Congo. Le rôle des facteurs économiques les leçons pour la reconstruction. Kinshasa, PNUD, décembre 2004.

Conflits armés en République Démocratique du Congo. Le rôle des facteurs économiques et leçons pour la reconstruction. Rapport du PNUD, décembre 2003.

Disco Encarta, 2009.

GRAWITZ, Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, 8^e éd. Dalloz, 1990.

Impact des conflits armés sur les enfants en République Démocratique du Congo. New York, Watchlist on Children and Armed Conflict, juin 2003 ;

KAMBALE NZWEVE, Jean-Louis, *Les enjeux fonciers dans la construction des communautés rurales au Nord-Kivu*, dans *Parcours et Initiatives*, n°10, PUG-CRIG, septembre 2012.

KIBWABALA TEKILAZAYA, Jean-Marie, *Droit civil. Les Biens. T.I, Les droits réels fonciers*. Lubumbashi, Presses universitaires de Lubumbashi, 2003.

- KIGOMA, P. et LOYA, M., *Gestion, transformation des conflits et établissement d'une paix durable : guide de facilitateur*. Kinshasa, Editions CEME, 2011.
- LAFFONT, Robert, *Livre de Vie*. Paris, Armand Colin, 1975.
- LUGAN, Jean-Claude., *La systémique sociale*. (Col. Que-sais-je). Paris, Presses Universitaires de France, 1993.
- MAMBO TABU MASINDA ET KAHINDO MUHESI, *L'impact de la guerre sur l'éducation des enfants au Congo (RDC) : Le cas des enfants de la Ville de Butembo*, Inédit, Butembo, 2001.
- MUGANGU MATABARO, Séverin, *La crise foncière à l'est de la RDC*, dans *L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 2007-2008.
- MUHINDO MALONGA, Telesphore, *Mécanismes de résolution des conflits fonciers et instances compétentes dans un contexte de décentralisation*, dans FAT, FOPAC et SYDIP, *Rapport de l'atelier sur le projet d'amendement de la loi foncière et contribution à l'élaboration d'un code agricole équitable en RDC. Propositions du Nord-Kivu*, inédit, Goma, 2007.
- MULUMBATI NGASHA, Adrien, *Sociologie politique*. Lubumbashi, éditions Africa, 1988.
- ONU, *Rapport de l'Organisation des Nations Unies de 2015*, 2015.
- PALUKU KITAKYA, Anselme, *Interactions entre la gestion foncière et l'économie locale en région de Butembo, Nord-Kivu, RDC*. Thèse. Louvain-la-Neuve, Editions Presses universitaires de Louvain, 2007.
- PERRIN, Charles, *Comprendre le conflit dans le contexte des interventions de développement*. Goma, Editions Genre et Justice - Heal Africa, 2010.
- Rapport de l'atelier sur les conflits armés ou d'autres situations de violence tenu à Genève du 14 au 16 mars 2011*
- VAHAMWITI MUKESYAYIRA, Jean-Christostome, *Plan National d'Investissement agricole de la République Démocratique du Congo 2013-1020*. Kinshasa, MINAGRI, 2012.